

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité Administrative
Bâtiment C – 2ème étage
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

A Châteauroux

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE RELMA (ex Mégisserie Guyard Chesneau)

3 rue des Poitevins
75006 Paris

Références : VI 12/12/23 (RB)
Code AIOT : 0010000552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement SOCIETE RELMA (ex Mégisserie Guyard Chesneau) implanté 106 rue Charles-Michels 36100 Issoudun. L'inspection a été annoncée le 23/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE RELMA (ex Mégisserie Guyard Chesneau)
- 106 rue Charles-Michels 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010000552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RELMA, dont le PDG est M. Chaminade, est une mégisserie datant de 1920 située sur la commune d'Issoudun en centre-ville, elle est classée en autorisation par arrêté n°97-E-2784 du 06 novembre 1997. L'activité du site comporte 2 parties :

- la transformation de peaux de chèvres du stade semi-final au stade cuir fini, avec des opérations de tannage et de teinture aux tannins végétaux.
- le négoce de peaux de mouton, sans procédé de fabrication sur site.

Le site accueille une autre activité depuis l'été 2023 : la reliure, il s'agit d'une activité de stockage pour vente de papier de reliure pour livres de luxe. Cette activité était initialement basée à Paris. L'établissement comptait 37 employés en 2022 et en 2023 7 salariés.

L'exploitant a déposé un porter à connaissance (PAC) en cours d'instruction pour basculer

l'établissement en régime de déclaration avec contrôle pour la rubrique 2350 car suite à la perte d'un gros client, représentant 80% de son activité, les volumes sont désormais en deçà des seuils (à préciser la quantité restante).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits chimiques
- Déchets
- Suivi des émissions polluantes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 5.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	REGLEMENT REACH	Autre du 18/12/2006, article article 7 et Annexe II	Lettre de suite préfectorale	29 jours
8	PRODUITS CHIMIQUES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 10	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 07/11/1997, article 4.4.6	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	EAUX SUPERFICIELLES	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
2	EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2	Sans objet
6	REGLEMENT REACH	Autre du 18/12/2006, article article 31 et Annexe II	Sans objet
9	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 3.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets d'eaux dans le réseau communal sont non-conformes et peuvent représenter un danger grave (présence de chrome, de cuivre, de phénol...) pour l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EAUX SUPERFICIELLES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5 ; L.512-7 et L/512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La transmission est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : Les résultats d'autosurveillance de juillet à novembre 2023 ont été déposés sur la plateforme GIDAF le 11/12/2023. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité de déposer les résultats d'analyses au fil de l'eau afin de réagir rapidement en cas de non-conformité des paramètres suivis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : EAUX INDUSTRIELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, CONVENTION REJET
Prescription contrôlée : Les éventuels rejets d'eaux industrielles aux réseaux d'eaux usées communal ne pourront être réalisés qu'après avoir fait l'objet d'une convention de rejet entre l'industriel, l'exploitant de sa station communale recevant les effluents et la commune
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : La convention de rejet avec la commune d'Issoudun a été renouvelée le 06/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EAUX INDUSTRIELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, ANALYSES REJETS
Prescription contrôlée : Avant rejet au réseau public, ces effluents devront respecter les caractéristiques suivantes maximales : [...]
Constats : Les résultats des mesures réalisées sont non-conformes.
Observations : Depuis janvier 2023, les résultats mensuels d'autosurveillance sur certains paramètres sont non-conformes (9 mois sur 11 avec des non-conformités). Par exemple : <ul style="list-style-type: none">- débit rejet supérieur à 40 m3/jour depuis le mois de mars 2023 (57 m3/jour le 18/07/2023)- la valeur maximale de l'indice phénol ne respecte pas la valeur limite 0.3 mg/L depuis le mois de janvier 2023 (0.46 mg/L en mars 2023)- la concentration maximale en cuivre autorisée ne respecte pas la valeur limite 0.5 mg/L depuis le mois de janvier 2023 (0.919 mg/L en avril 2023)- le flux massique moyen NKJ ne respecte pas la valeur limite 2.4 kg (3.192 kg en mars 2023)

Concernant le débit rejeté, l'exploitant a fait réparer une fuite sur le réseau en octobre 2023. Les résultats d'analyses ont été déposés sur la plateforme GIDAF le 11/12/2023. L'inspection des installations classées a informé l'exploitant qu'il fallait intégrer la recherche de PFAS dans l'analyse des eaux de rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : EAUX INDUSTRIELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, ANALYSES REJETS CHROME
Prescription contrôlée : Il n'y aura aucun rejet d'eaux résiduelles contenant du chrome
Constats : Les eaux de rejet contiennent du chrome VI.
Observations : Selon les données déposées sur la plateforme d'autosurveillance GIDAF, la présence de chrome dans les eaux de rejet était de 0.293 mg de Cr6/L le 06/04/2023. L'exploitant déclare qu'il n'utilise pas de produit chimiques contenant du chrome VI et que l'origine pourrait être en amont de l'établissement, une analyse de l'eau du puits doit être réalisée et une recherche de la présence de chrome dans les cuirs réceptionnés en provenance de l'Inde doit être réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, TRACKDECHETS
Prescription contrôlée : Déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : L'exploitant dispose bien d'un compte TRACKDECHETS. Le BSD n°20220927-54749QR57(20162) correspondant à l'enlèvement de 2.2 Tonnes de déchets de peinture inflammables, a été vérifié par l'inspection des installations classées, le traitement final mentionné dans la section 12 du BSD est en R13 et le centre de traitement RECYDIS Bourges a coché qu'il était autorisé à une rupture de traçabilité par arrêté préfectoral, l'exploitant n'était pas en mesure de le justifier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : REGLEMENT REACH

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article article 31 et Annexe II
Thème(s) : Autre, FDS
Prescription contrôlée : 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance d'effectuer une évaluation de la sécurité chimique d'une substance veille à ce que les informations contenues dans la fiche de données de sécurité correspondent à celles contenues dans ladite évaluation. Si la fiche de données de sécurité est établie pour une préparation et si l'acteur de la chaîne d'approvisionnement a élaboré une évaluation de la sécurité chimique pour ladite

<p>préparation, il suffit que les informations figurant sur la fiche de données de sécurité correspondent au rapport sur la sécurité chimique de la préparation, et il n'est pas nécessaire qu'elles correspondent aux informations du rapport sur la sécurité chimique pour chaque substance contenue dans la préparation.</p> <p>3. Le fournisseur fournit au destinataire à sa demande une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II, lorsque la préparation ne répond pas aux critères de classification comme préparation dangereuse, conformément aux articles 5, 6 et 7 de la directive 1999/45/CE, mais contient:</p> <p>a) en concentration individuelle \geq à 1 % en poids pour les préparations autres que gazeuses et égale ou supérieure à 0,2 % en volume pour les préparations gazeuses, au moins une substance présentant un danger pour la santé ou l'environnement; ou</p> <p>b) en concentration individuelle \geq à 0,1 % en poids pour les préparations autres que gazeuses, au moins une substance qui est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou qui figure dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées au point a); ou</p> <p>c) une substance pour laquelle il existe, en vertu des dispositions communautaires, des limites d'exposition sur le lieu de travail.</p>
<p>Constats : Aucun écart constaté.</p>
<p>Observations : Les FDS ne sont accessibles aux manipulateurs de produits chimiques de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : REGLEMENT REACH

<p>Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article article 7 et Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, INCOMPATIBILITES</p>
<p>Prescription contrôlée : Les incompatibilités sont respectées par l'exploitant</p>
<p>Constats : Des produits chimiques incompatibles sont stockés à côté.</p>
<p>Observations : Les produits présentant le même pictogramme "corrosifs" mais ayant des propriétés physico-chimiques différentes, tels que les acides et les bases, sont stockés sur la même rétention. Certains produits chimiques et déchets dangereux ne sont pas stockés sur rétention, à même le sol. L'inspection des installations classées note la présence de liquide de nature non-identifiables sur le sol dans la zone de stockage pouvant être à l'origine de réactions dangereuses (cf. photos). La zone de stockage des produits chimiques dangereux n'est pas ventilée, présence de produits inflammables, combustibles, corrosifs... et les risques associés ne sont pas affichés, l'organisation de la zone de stockage est à revoir.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 8 : PRODUITS CHIMIQUES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 10</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, ACIDE</p>
<p>Prescription contrôlée : Le personnel employé à ce stockage est initié aux risques et entraîné au maniement des matériels de protection</p>
<p>Constats : Le personnel employé ne connaît pas les risques liés aux produits chimiques dangereux utilisés dans l'établissement et n'est pas équipé de matériels de protection.</p>
<p>Observations : Les salariés n'ont pas suivi de formation au risque chimique, les FDS des produits chimiques utilisés</p>

ne sont pas accessibles au personnel. L'inspection des installations classées a constaté que le personnel manipulait sans équipement de protection collective et individuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/1997, article 3.11
Thème(s) : Risques accidentels, CONTRÔLE
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront maintenues en bon état. Elles seront périodiquement contrôlées [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les installations électriques sont contrôlées tous les ans par le bureau d'étude APAVE, le Q18 a été réalisé en juillet 2023 et le rapport transmis le 30/11/2023 (réf. n°123861.01.60.23.G.001) est sans objet. Le Q19 est prévu pour 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/1997, article 4.4.6
Thème(s) : Autre, MESURE
Prescription contrôlée : L'exploitant devra réaliser, à ses frais, des mesures des niveaux d'émissions sonores de son établissement [...]
Constats : L'analyse de bruit n'a pas été réalisée en 2022.
Observations : Les mesures de niveaux sonores et d'émergences réalisées le 07/02/2019 sont non-conformes, elles doivent être réalisées tous les 3 ans et donc auraient dû être réalisées en 2022. Concernant l'analyse de 2019, des dépassements au niveau du point 1 (nord du site, derrière l'atelier de production dans le jardin du voisin) et du point 2 (sud du site près du local compresseur) pour les niveaux sonores sont constatés et un dépassement pour l'émergence au niveau du point 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours